

collaboration de Kautsky, a révélé tous ses... inconvénients. Pour ne laisser aucun doute sur sa propre attitude face aux positions d'Engels, Kautsky ajoute : « Je défendais alors la même politique que je défends maintenant. » Afin de défendre « la même politique », Kautsky n'a eu besoin que de devenir citoyen tchécoslovaque ; excepté le passeport, rien n'a changé.

Mais revenons à Engels. Comme on l'a vu, il distingue trois possibilités, en cas de grève politique :

1. Le gouvernement prend peur devant la grève générale et dès le début, sans qu'on en arrive à un affrontement ouvert, fait des concessions. Engels parle de la « faiblesse » de l'armée belge comme condition fondamentale du succès de la grève générale belge. Une situation assez semblable, mais à une échelle incomparablement supérieure, se produisit en Russie en octobre 1905. Après l'issue catastrophique de la guerre russo-japonaise, l'armée tsariste était, ou en tout cas semblait, extrêmement peu sûre. Le gouvernement de Pétersbourg, jeté par la grève dans une panique mortelle, fit les premières concessions constitutionnelles (*Manifeste*, 17 octobre 1905).

Il est néanmoins évident que, sans batailles décisives, la classe dirigeante ne fera des concessions que dans la mesure où elles ne touchent pas les bases de sa domination. C'est précisément ainsi que cela se passa en Belgique et en Russie. De telles situations peuvent-elles se produire dans l'avenir ? Elles sont inévitables dans les pays d'Orient. Elles sont, d'une manière générale, moins probables en Occident, bien que là aussi elles soient tout à fait possibles, en tant qu'épisodes dans le cours de la révolution.

2. Si l'armée est suffisamment sûre, et que le gouvernement, lui, se sent sûr de lui ; si une grève politique est lancée du sommet non pas en vue de batailles décisives, mais pour « effrayer » l'ennemi, elle peut facilement tourner à l'aventure pure et simple et révéler sa complète impuissance. A cela il faudrait ajouter que depuis les premières expériences de grève générale, qui par leur nouveauté frappèrent l'imagination des masses populaires aussi bien que des gouvernements, plusieurs décennies ont passé — sans compter les Chartistes à moitié oubliés —, au cours desquelles les stratèges du capital ont accumulé une énorme expérience... C'est pourquoi une grève générale, en particulier dans les vieux pays capitalistes, exige une analyse marxiste sérieuse de toutes les conditions concrètes.

3. Il reste enfin la grève générale qui, comme l'a dit Engels, « mène directement aux barricades ». Une grève de ce

genre ne peut se terminer que par la victoire totale ou la défaite totale. Mais fuir le combat, quand la situation objective l'exige, ne peut que conduire à la plus fatale et démoralisante des défaites. L'éclatement d'une grève générale insurrectionnelle, révolutionnaire, dépend naturellement du rapport de forces, c'est-à-dire d'un grand nombre de facteurs : la différenciation des classes dans la société, le poids spécifique du prolétariat, l'état d'esprit des couches inférieures de la petite bourgeoisie, la composition sociale et l'état d'esprit politique de l'armée, etc. Néanmoins, parmi les conditions de la victoire, une place non négligeable est occupée par *une direction révolutionnaire correcte, une claire compréhension des conditions et méthodes de la grève générale et de son passage à la lutte révolutionnaire ouverte.*

La clarification d'Engels ne doit évidemment pas être prise dogmatiquement. Dans la France actuelle, ce ne sont pas des concessions partielles mais le pouvoir lui-même qui est, à n'en pas douter, en question : le prolétariat révolutionnaire ou le fascisme — qui l'emportera ? Les masses ouvrières veulent se battre. Mais la direction freine, trompe et démoralise les travailleurs. Une grève générale peut éclater comme ont éclaté les mouvements de Toulon et de Brest. Dans ces conditions, indépendamment de ses résultats immédiats, une grève générale ne serait évidemment pas un « putsch », mais une étape nécessaire dans la lutte de masse, le moyen de dévoiler la perfidie de la direction et de créer au sein même de la classe ouvrière les conditions préalables d'un soulèvement victorieux. En ce sens, la politique des bolcheviks-léninistes français est entièrement correcte, qui ont avancé le mot d'ordre de grève générale et expliquent les conditions de sa victoire. Les cousins français du S.A.P., les spartakistes, se prononcent contre ce mot d'ordre et jouent dès le début de la lutte le rôle de briseurs de grève.

Il faudrait également ajouter qu'Engels ne parle pas d'une autre « catégorie » de grève générale, dont des exemples ont été fournis en Angleterre, en Belgique, en France et dans quelques autres pays : je veux parler des cas où la direction de la grève conclut préalablement, c'est-à-dire sans lutte, un accord avec l'ennemi de classe sur le cours et l'issue de la grève. Les parlementaires et les dirigeants syndicaux sentent à un moment donné la nécessité de fournir une issue à la colère accumulée des masses, ou bien ils sont tout simplement obligés de monter en marche dans un mouvement qui a éclaté sans eux. Dans de tels cas, ils courent voir le gouvernement par l'escalier de service, et en obtiennent la permission de diriger la grève générale, étant bien entendu qu'ils s'engagent à y mettre fin le plus rapidement possible, et sans qu'il soit fait de mal à l'appareil d'Etat. Quelquefois, mais c'est loin d'être la règle générale, ils s'arrangent pour marchander préalablement quelques infimes concessions, qui